

Depuis la rentrée de septembre 2002, le gouvernement ne cache que très peu son intention de détruire l'Education Nationale, et les autres services publics, mais aussi les acquis sociaux des travailleurs du public et du privé.

Les mouvements se sont succédés dans tous les secteurs au fil des annonces gouvernementales : suppression des MI-SE, mise en place des Assistants d'Education après le licenciement des Emplois Jeunes, assouplissement des mesures de licenciement dans le privé, concrétisation des réformes sur la décentralisation, l'autonomie des universités, les retraites et s'apprêtent à supprimer notre régime de sécurité sociale.

Dès les mois de mars et avril, la grogne gagnait certaines académies où les personnels de l'Education Nationale se sont mis en grève reconductible. C'est début mai que la lutte s'est massivement étendue dans notre secteur.

A Toulon comme à Draguignan, nous n'avions jamais vu autant de manifestants dans les rues. Dans le Var, les AG dans les établissements, les AG inter établissements ont été les catalyseurs de ce mouvement. Les personnels en lutte, avec l'appui de leurs organisations syndicales ou non, ont pris en main leurs débats, leurs actions, leur combat, pour informer le plus largement possible la population des dangers des réformes en cours et de la nécessité de lutter tous ensemble dans l'unité la plus large possible.

De nombreux salariés du public, mais aussi, c'est très important, des salariés du privé nous ont ainsi rejoints au cours de certaines journées d'action. La population montrait et montre toujours majoritairement son soutien au mouvement. Pour autant, les personnels de l'Education sont restés bien seuls avec quelques autres salariés en grève reconductible au même moment (impôts, La Poste, Conseil Général,...).

Les grandes centrales syndicales n'ont pas relayé l'appel à la grève générale demandé par les salariés en lutte. Bien au contraire, entre les appels aux temps forts et les journées d'actions hebdomadaires, nous étions bien loin d'une volonté de créer un mouvement fort capable de faire reculer le gouvernement sur les réformes. Que dire de la volonté affichée de vouloir négocier ces réformes alors que les grévistes en demandait le retrait, seule alternative possible face à ces projets !

“ Des avancées ” nous a t 'on expliqué lorsque le gouvernement a annoncé le maintien (provisoire !) des assistantes sociales, des CO-PSY et des médecins scolaires dans la fonction publique d'Etat. Et les TOS ? Il est totalement inadmissible de parler d'avancées dans ces conditions ! Or ce sont ces avancées qui ont justifié le bon déroulement du bac... Appeler à la grève tout en appelant à ne pas bloquer le bac : Raffarin-Fillon-Ferry-Sarkozy ne pouvaient rêver mieux pour semer le trouble chez les enseignants en grève et casser le mouvement. Le meeting de Marseille a, en ce sens, été un bel enterrement de première classe pour le mouvement social. Seul un appel national et unitaire à la grève générale pouvait entraîner la paralysie économique du pays et obliger le gouvernement à céder.

Chirac dit qu'il n'y a ni vainqueur ni vaincu. Mais si nous les laissons, faire le gouvernement aura la possibilité d'appliquer massivement les directives de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) et du MEDEF qui “ appelle le gouvernement à aller plus loin dans les réformes libérales de la société ”. L'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services) sera leur outil pour tout privatiser de l'Education, à la Santé, en passant par EDG-GDF, la SNCF, les télécoms, La Poste, l'équipement et l'ensemble des services publics.

Notre faiblesse numérique ne nous a pas permis d'imposer nos orientations. C'est une des leçons de cette lutte : il faut dès aujourd'hui renforcer un pôle syndical qui ne se contente pas d'accompagner le mouvement social et de négocier à la marge des réformes de fond. C'est nécessairement dans un cadre interprofessionnel, que nous devons construire ce syndicalisme de lutte !

Nous ne nous résignons pas et continuons à maintenir tous les liens tissés au cours des semaines passées.

Ils font des bénéfiques, ils s'engraissent, ils nous mentent, ils nous exploitent, ils précarisent les emplois, ils licencient : continuons à lutter et restons mobilisés pour faire plier le patronat et l'Etat !

Se syndiquer à SUD

Un syndicat qui rassemble toutes les catégories de personnels de L'Éducation, enseignants et IATOSS, titulaires et non titulaires.

Bulletin d'adhésion

A retourner à SUD Education 83
204 av Jean Jaurès
Rés. "Le Plein Soleil" bât C1
83130 LA GARDE

Nom

Prénom

Adresse personnelle

Code Postal Ville

Téléphone : E-mail :

Etablissement d'exercice

Adresse professionnelle :

Montant de la cotisation

Versée en 1, 2 ou 3 versements

A, le

Signature :

.....
La cotisation peut être fractionnée en 1, 2 ou 3 versements. Faire autant de chèques que de versements. Ils seront encaissés à 3 mois d'intervalle.

Chèque à l'ordre de SUD Education 83

Cotisations 2002-2003

Salaires net mensuel	Cotisation annuelle	Salaires net mensuel	Cotisation annuelle
- de 609,80 €	4,57 €	+ de 1905,61 €	175,32 €
+ de 609,80 €	15,24 €	+ de 1981,84 €	187,51 €
+ de 838,47 €	45,73 €	+ de 2058,06 €	199,71 €
+ de 914,69 €	53,36 €	+ de 2134,29 €	211,90 €
+ de 990,92 €	60,98 €	+ de 2210,51 €	224,10 €
+ de 1067,14 €	68,60 €	+ de 2286,74 €	237,82 €
+ de 1143,37 €	76,22 €	+ de 2362,96 €	251,54 €
+ de 1219,59 €	85,37 €	+ de 2439,18 €	265,26 €
+ de 1295,82 €	94,52 €	+ de 2515,41 €	280,51 €
+ de 1372,04 €	103,67 €	+ de 2591,63 €	295,75 €
+ de 1448,27 €	112,81 €	+ de 2667,86 €	311,00 €
+ de 1524,49 €	121,96 €	+ de 2744,08 €	326,24 €
+ de 1600,71 €	132,63 €	+ de 2820,31 €	341,49 €
+ de 1676,94 €	143,30 €	+ de 2896,53 €	356,73 €
+ de 1753,16 €	153,97 €	+ de 2972,76 €	371,98 €
+ de 1829,39 €	164,64 €	+ de 3048,98 €	387,22 €

Salaires supérieurs à 3125,20€ ajouter 30 € par tranche de 153 €

éducation
SUD 83

Bulletin d'information de
SUD Education 83

n° 3

Trimestriel n° 3

Juin - Juillet - Août 2003

Imprimé par le C.A.T. Paul Arène
Directrice de la publication : Gema Martinez
Prix : 1 € - Abonnement 3 € / an
N° CPPAP : 0208 S 06377

Dispensé de timbrage

TOULON CTC

P

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

L'éducation n'est pas une
marchandise

SUD Education 83

204 av., Jean Jaurès
résidence « Le Plein Soleil » bât C1
83130 LA GARDE
Tél 06 65 01 66 68
mail : sudeduc83@univ-tln.fr

.....
Pour une véritable
liberté syndicale :



Union
syndicale G10

Solidaires